

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
 ROUBAIX. — 45-71, Grande-Rue. Tél. 337.52, 337.53 et 337.54.
 TOURCOING. — 32, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 538.31.
 PARIS. — 78, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.84.
 MOUSCRON. — 108, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Le Sénat a commencé la discussion du budget

UN GRAVE AVERTISSEMENT DE M. GEORGES BONNET, MINISTRE DES FINANCES :

Si, à droite comme à gauche, les Français ne savent que multiplier les revendications, continuer l'agitation, entraver le travail des chefs, nous allons à la ruine.



M. DESJARDINS
 « Nous voyons les résultats de douze mois de démagogie effrénée »

Après M. Gardey dont l'exposé a reçu du Sénat presque tout entier de nombreuses marques d'approbation, M. Desjardins monte à la tribune. Pendant le discours du rapporteur général, M. Chautemps est venu s'asseoir au banc du gouvernement ou a pris place aussi M. Desjardins.

M. Desjardins observe que nous sommes bien à une époque de records.

Cette année, dit-il, nous nous sommes à la batte tous : record du déficit (7 milliards) ; record du chiffre des dépenses (54 milliards) ; record de la dette (325 milliards).

Le sénateur de l'Aisne se demande où est passé depuis plusieurs mois le produit de l'emprunt de la défense nationale.

Où est le temps, poursuit-il, où M. Vincent Auriol exigeait un bilan complet et sincère de la gestion de ses prédécesseurs ?

Nous voyons à présent les résultats de douze mois d'une politique de démagogie effrénée, d'occupations d'usines consenties, sinon subventionnées par l'Etat.

Le produit des bons Auriol, le produit de la dévaluation, les huit milliards de l'emprunt de la défense nationale : tout cela a été dévoré.

On a cependant ralenti les paiements du Trésor, ce qui revient à dire que M. Vincent Auriol a tout dévoré pour les besoins de la politique qu'il suivait.

Le nouveau gouvernement a dû recourir à l'inflation pour payer les dépenses engagées par le gouvernement de M. Blum.

Résultat : la crise s'accroît. Pour remédier à la situation, il faudrait augmenter la production, des salaires et des prix de revient qui cessent de s'accroître, mais actuellement il y a déperdition entre les paroles ministérielles et l'impossibilité du gouvernement devant les faits de grève et d'occupation.

M. Desjardins n'en prend ensuite à M. Jouhaux qui réclame le contrôle des changes que le gouvernement condamne et à M. Paul Faure, qui proclame que le capitalisme sera balayé par la révolution sociale.

Il fait remarquer enfin que la prospérité nationale ne peut être assurée que si la production reprend et que cela n'est possible que dans l'ordre et la paix. Une nouvelle faillite mettrait la France à la merci de l'étranger ou d'une dictature.

M. CHAUTEMPS CONVERSE DANS LA COUR DU PALAIS DU LUXEMBOURG

Paris, 26 décembre. — La séance s'ouvre à 15 h. 10, sous la présidence de M. Jules Jeanneney.

MM. Georges Bonnet, Marx Dormoy et Fernand Chapal, sont au banc des ministres.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre, portant fixation du budget général de l'exercice 1938.

LE RAPPORT DE M. ABEL GARDEY

« La restauration financière implique la confiance dans la solidité de la monnaie »

M. Abel Gardey, développe son rapport dont nous avons déjà publié les grandes lignes.

Il se plaint à constater que l'esprit de dépense n'a rien plus le budget ; on a trouvé au contraire, un tel effort d'un effort pour réduire la dépense.

Il montre ensuite que si le rythme actuel d'accroissement de la dette de l'Etat n'est pas ralenti, le pays est exposé aux plus grands dangers.

D'autre part, pour que les prévisions gouvernementales de trésorerie ne soient pas dépassées, il est indispensable que certaines échéances massives de l'an prochain soient renouvelées ou consolidées.

M. Gardey, souligne qu'en tout cas le marché français ne pourra satisfaire aux besoins du trésor que si la théaurisation cesse et si le rapatriement des capitaux, amorcé depuis quelques temps, continue.

La restauration financière implique donc une confiance forte et justifiée dans la solidité de la monnaie.

M. Gardey, montre combien pour la défense du franc, il serait illusoire et périlleux d'établir un contrôle des changes.

M. DESJARDINS
 « Nous voyons les résultats de douze mois de démagogie effrénée »

Après M. Gardey dont l'exposé a reçu du Sénat presque tout entier de nombreuses marques d'approbation, M. Desjardins monte à la tribune. Pendant le discours du rapporteur général, M. Chautemps est venu s'asseoir au banc du gouvernement ou a pris place aussi M. Desjardins.

M. Desjardins observe que nous sommes bien à une époque de records.

Cette année, dit-il, nous nous sommes à la batte tous : record du déficit (7 milliards) ; record du chiffre des dépenses (54 milliards) ; record de la dette (325 milliards).

Le sénateur de l'Aisne se demande où est passé depuis plusieurs mois le produit de l'emprunt de la défense nationale.

Où est le temps, poursuit-il, où M. Vincent Auriol exigeait un bilan complet et sincère de la gestion de ses prédécesseurs ?

Nous voyons à présent les résultats de douze mois d'une politique de démagogie effrénée, d'occupations d'usines consenties, sinon subventionnées par l'Etat.

Le produit des bons Auriol, le produit de la dévaluation, les huit milliards de l'emprunt de la défense nationale : tout cela a été dévoré.

On a cependant ralenti les paiements du Trésor, ce qui revient à dire que M. Vincent Auriol a tout dévoré pour les besoins de la politique qu'il suivait.

Le nouveau gouvernement a dû recourir à l'inflation pour payer les dépenses engagées par le gouvernement de M. Blum.

Résultat : la crise s'accroît. Pour remédier à la situation, il faudrait augmenter la production, des salaires et des prix de revient qui cessent de s'accroître, mais actuellement il y a déperdition entre les paroles ministérielles et l'impossibilité du gouvernement devant les faits de grève et d'occupation.

M. Desjardins n'en prend ensuite à M. Jouhaux qui réclame le contrôle des changes que le gouvernement condamne et à M. Paul Faure, qui proclame que le capitalisme sera balayé par la révolution sociale.

Il fait remarquer enfin que la prospérité nationale ne peut être assurée que si la production reprend et que cela n'est possible que dans l'ordre et la paix. Une nouvelle faillite mettrait la France à la merci de l'étranger ou d'une dictature.

M. ABEL GARDEY A LA TRIBUNE

M. HÉRY
 « On prétend concilier la politique d'équilibre et la politique d'inflation qui sont inconciliables »

M. Héry estime que le budget ne pourra s'exécuter que grâce aux rotations de la Banque de France. Il est impossible, dit-il, de trouver 25 ou 30 milliards par l'emprunt. Le déficit prévu est déjà de six ou sept milliards. C'est donc la chute de

franç qu'on propose et par conséquent la ruine des épargnants.

Les crédits de défense nationale sont insuffisants.

Le manque d'argent explique aussi la modestie de notre politique extérieure et les agissements de l'étranger dans nos colonies et sur notre territoire. La politique de Front populaire a échoué. On prétend maintenant concilier la politique d'équilibre et la politique d'inflation qui sont inconciliables.

Le gouvernement a recouru à deux épisodes condamnables et contradictoires pour soutenir les changes, il veut des avances et pour soutenir les rentes, vend du franc.

L'orateur estime enfin qu'il faut tout tenter pour éviter la chute du franc. La volonté parlementaire doit imposer au

M. CAILLAUX ARRIVE AU SÉNAT

gouvernement une politique de salut financier.

M. BONNET
 « Une barrière doit être élevée contre la démagogie financière »

Après une suspension de séance, M. Bonnet, ministre des Finances, prend la parole.

Les prévisions du gouvernement, dit-il, ne sont évidemment pas infécondes. En tout cas, elles sont loyales. Sans doute il faudrait réincorporer au budget toutes les dépenses permanentes, mais elles ne dépassent pas trois ou quatre milliards, c'est-à-dire, le chiffre de l'amortissement.

En 1938, il faudra à la trésorerie pour les dépenses militaires, grands travaux et autres 18 milliards pour l'Etat et 10 pour les collectivités soit 28 milliards.

M. Bonnet, déclare qu'il veillera à ce que le programme des dépenses ne soit pas dépassé et que la situation du franc est saine.

Si on stabilisait aujourd'hui, toutes les avances de la banque pourraient être remboursées ; le franc ne pourrait être menacé que par des imprudences financières ou des crises politiques.

Lorsqu'il a quitté Washington, M. Bonnet se rappelle qu'on annonçait à l'étranger la débâcle des finances. Il avait dit alors qu'en décembre, la France aurait réduit de moitié le taux de l'emprunt et ajouté dix milliards au stock d'or, on l'aurait accusé d'optimisme excessif.

Que faut-il, pour assurer la succession définitive, demande le ministre ? S'opposer au flot des dépenses.

Il veillera à ce qu'aucune ne soit votée en cours d'année sans ressource correspondante.

Les groupements qui présentent des revendications doivent comprendre les nécessités budgétaires. « Chaque dépense nouvelle c'est sur chaque citoyen qu'elle retombe ». Une barrière doit être élevée contre la démagogie financière.

La réception de Noël au Vatican



LA RÉUNION DU SACRÉ COLLÈGE, AU COURS DE LAQUELLE LES CARDINAUX ONT PRÉSENTÉ LEURS VŒUX AU SOUVERAIN PONTIFE

LE CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE A ARLES

Arles, 26 décembre. — La journée de dimanche marque vraiment l'ouverture des assises politiques que le Parti communiste français va tenir à Arles jusqu'à mercredi soir.

La séance s'ouvre à 9 h. 15. Elle est présidée par M. Marcel Cachin, auprès de qui ont pris place les personnalités marquantes du Parti, notamment M. Racamond, secrétaire de la C.G.T.

M. Maurice Thorez a la parole. Au moment où il gagne la tribune, les douze cents congressistes se lèvent et chantent l'Internationale.

L'orateur développe son rapport sur « la France du Front populaire et sa mission dans le monde ».

M. Thorez fait d'abord l'historique de la coalition politique qui, en 1936, fut victorieuse aux élections législatives. Après avoir rappelé les richesses naturelles de la France, le secrétaire général du Parti communiste fait le procès de ce qu'il appelle « les deux cents familles », créatrices, dit-il, de la misère du peuple. C'est ensuite l'évocation du dernier Congrès national de Villeurbanne et des mots d'ordre qui y furent adoptés.

Vers une solution des conflits des transports et de l'alimentation, à Paris

Paris, 26 décembre. — La grève des transports commerciaux et industriels n'a pas eu de répercussion au Palais central dans le camionnage des marchandises, les pavillons étant fermés le dimanche.

Partout, l'activité est nulle. Seul est animé le carreau des leurs coupés. L'approvisionnement n'y a pas souffert de la grève. Les transactions sont celles des dimanches ordinaires.

Les ouvriers et chauffeurs de quelques établissements se sont joints au mouvement par solidarité, notamment dans une maison de location de véhicules industriels de l'avenue du Général Michel-Bizot.

M. Camille Chautemps, président du Conseil, a reçu dimanche après-midi au Sénat, le bureau de la Fédération patronale des transporteurs.

Se refusant à entrer dans les controverses qui se poursuivent depuis trop longtemps entre les parties, le président du Conseil a fait appel au patriotisme de tous les intéressés pour qu'ils acceptent de part et d'autre un arbitrage qui permettrait sans délai la reprise du travail.

A la suite de cet appel, les patrons transporteurs ont fait savoir qu'ils acceptaient l'arbitrage du président du Conseil sous certaines conditions.

La réponse patronale ayant été communiquée à la délégation ouvrière, celle-ci n'a pas fait d'opposition de principe à cette proposition. Elle se tiendra à la disposition du président du Conseil lundi matin.

En attendant la signature d'une nouvelle convention collective, celle qui vient d'être dénoncée en novembre dernier, soit reconduite avec tous ses accessoires, c'est-à-dire, que l'application de l'échelle mobile prendra effet dès le 1^{er} janvier 1938 ; qu'aucun licenciement ne sera effectué pour faits de grève ; que l'ensemble des ouvriers reprendra le travail avec les mêmes droits.

Après avoir reçu M. Février, ministre du Travail, a reçu la délégation ouvrière de cette corporation.

Celle-ci a remis au ministre un projet d'accord demandant notamment qu'en attendant la signature d'une nouvelle convention collective, celle qui vient d'être dénoncée en novembre dernier, soit reconduite avec tous ses accessoires, c'est-à-dire, que l'application de l'échelle mobile prendra effet dès le 1^{er} janvier 1938 ; qu'aucun licenciement ne sera effectué pour faits de grève ; que l'ensemble des ouvriers reprendra le travail avec les mêmes droits.

Après avoir reçu M. Février, ministre du Travail, a reçu la délégation ouvrière de cette corporation.

Celle-ci a remis au ministre un projet d'accord demandant notamment qu'en attendant la signature d'une nouvelle convention collective, celle qui vient d'être dénoncée en novembre dernier, soit reconduite avec tous ses accessoires, c'est-à-dire, que l'application de l'échelle mobile prendra effet dès le 1^{er} janvier 1938 ; qu'aucun licenciement ne sera effectué pour faits de grève ; que l'ensemble des ouvriers reprendra le travail avec les mêmes droits.

Le centenaire d'un maire de Roubaix

JULIEN LAGACHE (1837-1902)

Il n'est pas trop tard, alors que s'achève l'année qui vit le centième anniversaire de sa naissance et le trentième de sa mort, pour rappeler le souvenir de l'homme admirable que fut Julien Lagache, ancien maire de Roubaix.

Dès qu'il eut appris sa disparition presque subite, Alfred Reboux voulut confier au papier son chagrin : « Quel grand dévoué d'hommes que ce Roubaix ! écrivait-il. En voici encore un, des plus dévoués, des plus sympathiques et des plus utiles que la mort vient de frapper brusquement en plein labour et alors qu'il semblait désigné pour servir longtemps encore sa ville natale. Il e succombé la nuit dernière, à l'improviste, ayant juste assez de temps pour crier à Dieu sa foi et ses accents ».

Le père de Julien Lagache était l'un de ces tisserands à trente sous par jour qui, par leur énergie, accédèrent à la fortune et aux honneurs, fut adjoint au



JULIEN LAGACHE

maire, chevalier de la Légion d'honneur.

Le fils avait de lui tenu et de sa main voir. « Je suis fier, confiait-il à Alfred Reboux, d'être le fils d'un parvenu ». Ce parvenu en fit un homme dans toute l'acceptation du terme et un grand laborieux.

C'est en 1884 que Julien Lagache entra au Conseil municipal, et tout de suite il fut unanimement désigné par ses collègues pour remplir la charge de maire qu'il devait quitter en 1892. Huit années seulement à la tête de la cité, mais quelles années et combien pleines ! Quand on voit l'ampleur de la tâche accomplie et surtout quand on sait combien, déjà à l'époque, il était difficile de mener à bon terme les grands travaux édilitaires d'intérêt général, on reste confondu d'admiration.

Eugène Motte, député-maire, devant sa tombe, fit l'éloge de « son esprit réfléchi, son tact, sa correction aimable, son assiduité au travail, sa prudence dans l'étude, sa ténacité dans l'exécution ».

C'est Julien Lagache qui présida à l'étude des projets et à la construction de l'École nationale des Arts et Industries textiles, cette « université textile » dont s'enorgueillit notre centre.

Sous son administration, le nombre des lits de l'Hospice Blanchemaison passa de 246 en 1885 à 387 en 1892.

De cette époque aussi date l'Hospice Farbière. Il réalisa la création à Roubaix de la Maternité Bouckaert. Une crèche fut construite rue de Lannoy.

C'est par lui que furent achetés le Square et l'Hôtel Pierre-Cattaux, ce dernier destiné aux services judiciaires. C'est lui aussi qui obtint de la Compagnie du chemin de fer du Nord la construction d'une nouvelle gare. De nombreuses rues furent créées ou aménagées, ainsi que les quais du canal ; des ponts furent jetés ou agrandis : Pont des Arts, pont de la rue Daubenton, pont Saint-Vincent. A lui aussi Roubaix doit sa distribution d'eau potable. Eugène Motte, qui parlait en connaissance de cause, pouvait déclarer aux obsèques : « Une telle œuvre restera indéfectible ». Un tel faisceau de créations solides

« Il faut en finir avec les antagonismes sociaux »

Le rapporteur fait ensuite remarquer que le développement et l'aménagement de la production dépendent de conditions sociales, politiques et morales.

Sans elles, les solutions techniques, si ingénieuses soient-elles, seraient sans effet durable. Il faut en finir avec les antagonismes sociaux. Le patronat doit comprendre qu'une charte de travail a été établie et qu'il lui faut donner son adhésion loyale.

D'autre part, le sentiment des devoirs et des responsabilités doit se répandre dans le monde du travail.

Enfin, dit en terminant M. Gardey, que la politique inaugurée en juillet dernier n'est homogène dans tous ses éléments. Pour la vivifier, il ne suffit pas de

LES EXPLICATIONS DE M. BONNET

« Une barrière doit être élevée contre la démagogie financière »

Après une suspension de séance, M. Bonnet, ministre des Finances, prend la parole.

Les prévisions du gouvernement, dit-il, ne sont évidemment pas infécondes. En tout cas, elles sont loyales. Sans doute il faudrait réincorporer au budget toutes les dépenses permanentes, mais elles ne dépassent pas trois ou quatre milliards, c'est-à-dire, le chiffre de l'amortissement.

En 1938, il faudra à la trésorerie pour les dépenses militaires, grands travaux et autres 18 milliards pour l'Etat et 10 pour les collectivités soit 28 milliards.

M. Bonnet, déclare qu'il veillera à ce que le programme des dépenses ne soit pas dépassé et que la situation du franc est saine.

Si on stabilisait aujourd'hui, toutes les avances de la banque pourraient être remboursées ; le franc ne pourrait être menacé que par des imprudences financières ou des crises politiques.

Lorsqu'il a quitté Washington, M. Bonnet se rappelle qu'on annonçait à l'étranger la débâcle des finances. Il avait dit alors qu'en décembre, la France aurait réduit de moitié le taux de l'emprunt et ajouté dix milliards au stock d'or, on l'aurait accusé d'optimisme excessif.

Que faut-il, pour assurer la succession définitive, demande le ministre ? S'opposer au flot des dépenses.

Il veillera à ce qu'aucune ne soit votée en cours d'année sans ressource correspondante.

Les groupements qui présentent des revendications doivent comprendre les nécessités budgétaires. « Chaque dépense nouvelle c'est sur chaque citoyen qu'elle retombe ». Une barrière doit être élevée contre la démagogie financière.

Weidmann sera confronté cette semaine avec tous ses complices

Versailles, 26 décembre. — Malgré les fêtes, M. Berry, juge d'instruction, continue d'examiner, dans son cabinet, les différents dossiers relatifs aux crimes commis par Weidmann.

C'est que dans le courant de la semaine qui va s'ouvrir, aura lieu une confrontation générale entre l'Allemand et ses complices.

On sait que Jean Blanc et Million, ainsi que Colette Tricot, sont en désaccord avec lui sur de nombreux points.

D'autre part, le magistrat va prochainement interroger Weidmann sur certains de ses crimes. Il lui demandera notamment des précisions sur l'assassinat de M. Fritz Frommer, qu'il prétend — ce qui paraît invraisemblable — avoir tué pour lui voler 300 francs. Il lui demandera aussi des explications sur l'assassinat de Jean de Koven, qu'il étrangle à « La Voulté ».

De son côté, M. Elcot, chef de la 80^e de la police d'Etat, reçoit journellement de nombreuses lettres de personnes qui demandent à être entendues pour fournir des précisions sur la vie et l'activité de Weidmann.

Lundi, M. Berry recevra les commissaires Delagré, de la police mobile, et Roches, de la police judiciaire, qui, depuis le début de l'enquête, se sont livrés à des investigations à La Celle-Beaumont et à Paris.



M. FÉVRIER, ministre du Travail, dont le rôle est particulièrement délicat dans les négociations en cours.

AUX SPORTS D'HIVER



Les deux filles du duc d'Aoste, nouveau vice-roi d'Éthiopie, Marguerite et Marie-Christine, s'initient aux joies du ski à Cortina d'Ampezzo, dans les Dolomites.

M. Albert Lebrun a reçu à l'Élysée deux cents enfants des écoles de Paris

Paris, 26 décembre. — A l'occasion de Noël, le président de la République a offert dimanche une matinée aux enfants des écoles de la ville de Paris appartenant à des familles nombreuses particulièrement dignes d'intérêt.

Désignés par les maires des différents arrondissements, deux cents garçons et fillettes, sous la conduite des instituteurs et institutrices, sont arrivés à 15 heures à l'Élysée.

Après avoir assisté, dans la grande salle des fêtes du palais à un spectacle de prestidigitation et de cinématographie, qui les a fort divertis, les jeunes invités du président de la République ont été conviés à un goûter.

Puis M. et Mme Albert Lebrun ont procédé à une distribution de jouets.

Tous joyeux, garçons et fillettes, ont pu ainsi emporter de cette fête familiale un souvenir auquel le président de la République avait tenu à ajouter un cadeau personnel.

M. WINSTON CHURCHILL...



...qui deviendrait ministre de l'Air dans le Cabinet britannique, en remplacement de Lord Swinton dont l'état de santé laisse à désirer.

LA FÊTE EST PASSÉE...



...mais les jouets sont là, qui en rappelleront longtemps le souvenir.